

Lundi 8 mars 2010

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

En Grèce comme en France, aux travailleurs de s'imposer

En cette veille d'élections régionales, Sarkozy et ses amis, mais aussi les leaders de la gauche gouvernementale, nous servent la même chanson : en ces temps de crise, il faut « *une bonne politique industrielle* », c'est-à-dire « *sauver* » les entreprises, à coups de subventions et de cadeaux fiscaux aux patrons, au détriment des services publics, des dépenses sociales, de nos retraites et nos salaires. Le problème, c'est que si cela sauve les dividendes des actionnaires, ça ne sauve pas les emplois, justement. Quant au patronat, il ne fait même pas semblant de jouer le jeu !

Leurs dividendes contre nos emplois

La crise et les résultats en baisse n'empêchent pas Total de garantir les revenus de ses actionnaires. Tout en expliquant que les lois du marché imposent la fermeture de la raffinerie de Dunkerque et la destruction d'emplois, Total n'hésite pas à verser aux détenteurs d'actions le même dividende que l'an dernier.

France Télécom fait même encore plus fort en distribuant cette année à ses actionnaires une somme supérieure au bénéfice annoncé ! On comprend que le Bourse ait réagi à la hausse aux déclarations du nouveau directeur général.

Quant au groupe Renault, il a décidé de récompenser « *l'engagement de tous* » et « *les résultats obtenus dans un contexte particulièrement difficile* » en versant une prime exceptionnelle aux cadres dirigeants. Le tout pour la bagatelle de 30 millions d'euros, soit plus que les augmentations générales accordées aux 55 000 salariés du groupe.

Décidément, pour la défense des emplois, des salaires et des retraites, les travailleurs ne devront compter que sur leurs luttes.

Travailleurs de Grèce, de France et d'ailleurs, même combat !

Ce n'est d'ailleurs pas vrai qu'en France. On le voit en ce moment même en Grèce, où la classe ouvrière manifeste et fait grève contre le gouvernement "socialiste" qui cherche à faire payer les dégâts de la spéculation financière aux salariés et aux retraités, à coups de plans

d'austérité, d'attaques sur les retraites et de coupes budgétaires dans les services publics.

Ici, même si elles n'ont généralement pas les faveurs des grands médias, les luttes des salariés sont nombreuses dans toutes les régions. Chez Total, bien sûr, où rien n'est terminé, après que les ouvriers de Dunkerque se sont invités lundi au siège du groupe à la Défense, malgré les gaz lacrymogènes des forces de l'ordre. Mais aussi dans bien des entreprises : chez Philips, contre la fermeture de l'usine de Dreux ; contre les suppressions d'emplois chez Siemens... Et dans une myriade d'autres un peu partout dans le pays, dans tous les secteurs du privé comme du public : dans l'agro-alimentaire, l'électronique, la sous-traitance automobile, mais aussi les bureaux de postes, ou encore chez les profs et les instits qui ont démarré des grèves en Seine Saint-Denis et à Marseille contre les suppressions de postes. Sans oublier les 6 000 travailleurs sans-papiers en grève pour leur régularisation, dans le bâtiment, l'entretien ou la restauration depuis 5 mois.

Les luttes pour les salaires ou l'emploi existent, mais toujours dispersées, sans coordination. Ce qui manque, plus que jamais, c'est une lutte d'ensemble qui permettrait à toute la classe ouvrière de mesurer sa force et de montrer sa détermination à ne pas payer une crise dont le système capitaliste est seul responsable.

Les élections régionales du 14 mars prochain ne changeront rien pour nous. Quel qu'en soit le résultat. La preuve, c'est la gauche qui détient la majorité depuis cinq ans dans 20 régions sur 21. Et alors ?

Au mieux elles sont l'occasion d'exprimer notre colère là où l'extrême gauche, Lutte Ouvrière ou le Nouveau Parti Anticapitaliste, présentent des listes qui défendent sans ambiguïté un programme pour nos luttes d'ensemble, et notamment l'interdiction des licenciements. Voter le 14 mars pour ces listes-là, ce sera dire que pour empêcher patronat et gouvernement de nous faire payer la crise, pour augmenter les salaires, défendre les retraites, mettre fin au chômage, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, leurs luttes et l'indispensable convergence de celles-ci.

100 % manipulation

Suite aux révélations sur le montant de la Prime de Performance Groupe (PPG) versée aux cadres dirigeants, la direction essaye de se justifier en diffusant des graphiques censés montrer que les cadres dirigeants perdent beaucoup plus en pourcentage ces dernières années que les autres cadres ou les ETAM et les APR.

On a du mal à compatir. Peut-être parce qu'il manque la comparaison des rémunérations de chaque statut en données absolues.

Arnaque de la part variable : ROV est d'accord

Selon la propagande de Renault One Voice (ROV), l'évolution de la rémunération des cadres dirigeants serait moins favorable que celle des autres catégories de personnel à cause de l'importance de leur part variable. C'est pour cette raison que la direction voudrait augmenter la part variable dans la rémunération des ETAM ?

Tous ensemble !

16 % des salariés Renault auraient débrayé ou fait grève jeudi 4 mars selon la direction. 250 à Flins, 100 à Grand Couronne, 900 au Mans, 1200 à Cléon ou 1000 grévistes à Douai, où le mouvement continue cette semaine.

Les sites de Rueil, Lardy et du Technocentre sont appelés à se mobiliser ce jeudi 11 mars. Soyons le plus possible pour imposer nos revendications.

Une grève de retard

Pour essayer d'arrêter la grogne, la direction de Renault convoque les syndicats mardi 16 mars pour discuter d'une avance sur l'intéressement 2011 qui serait versée en septembre 2010.

C'est beaucoup trop tard. Quant à une avance, cela réduira d'autant la prime 2011. D'ailleurs la PPG 2010, ce n'est pas une avance sur celle de 2011.

Une belle victoire

Le 13^{ème} mois et un jour de carence en moins en cas d'arrêt maladie après 3 jours de grève ! Grâce à leur détermination, les collègues de Vestalia ont gagné.

Dans ce GIE Renault-Veolia Environnement où Renault a externalisé les fonctions supports (maintenance, courrier, logistique, garage du pool...), les grévistes ont aussi gagné contre la baisse des coûts imposée par Renault, tandis que Veolia Environnement annonce 584 millions d'euros de résultat net (+44% par rapport à 2008) et 2 milliards d'euros de résultat opérationnel en 2009 (+3%).

Des réductions d'effectifs criminelles

La cour d'appel de Versailles a confirmé le 4 février dernier, la « faute inexcusable » de Renault dans la mort en 2004 d'un salarié de 30 ans travaillant aux Presses à Flins.

Le tribunal a dénoncé « la polyvalence de l'activité de pontier et de conducteur de ligne dans une équipe réduite à cinq personnes, dont un intérimaire. » Sans commentaires.

Château de chartes

Encore une ! Renault vient de signer la « Charte de la parentalité » dans laquelle la direction s'engagerait notamment à ne pas discriminer l'évolution professionnelle des salariés parents. Celle des femmes qui reviennent de congés maternité par exemple ? Il y a du boulot en effet !

Sois jeune et tais-toi

Le système jeunes cadres Renault a du plomb dans l'aile. On leur avait pourtant promis à l'embauche une rémunération boostée les premières années. Mais en 2009 pas de promos et en 2010, ils seront logés à la même enseigne que les autres cadres.

Quotarbitraire

Malgré tous ses discours sur la reconnaissance de la performance individuelle, la direction a encore fixé des quotas cette année pour les promos et rallonges des Ingénieurs et Cadres. Pour l'augmentation du forfait annuel : 75 % des I&C aura 1 %, 20 % aura 3 % et 5 % aura 4 %. Pour la prime de performance individuelle : 40 % des I&C aura 3 %, 40 % aura 4 % et 20 % aura 6 %.

L'individualisation des carrières et des salaires, ça sert surtout à diviser pour mieux régner.

Le petit suisse

Au salon de Genève, Ghosn a de nouveau justifié les délocalisations dues soi-disant aux taxes trop élevées en France. Mesquin : celui-ci était pourtant bien content de trouver de l'argent public quand Renault manquait de liquidités.

Trop de taxes ou trop de taxeurs ?

Pour les 2 crèches en entreprise prévues en 2011 et 2012, Renault va bénéficier du Crédit Impôt Famille. Résultat : pour une dépense brute de 100 € liée à une place en crèche pour un salarié, le coût net final de cette place pour Renault sera de 17 € !

La direction de Renault, qui ne cesse de dénoncer les taxes en France, fait donc sa pub grâce aux subventions publiques ... et à nos impôts.